ISSN 0753 - 8707

BULLETIN DE LIAISON DE L'AMICALE DU M.R.P. - 21, rue Saint-Augustin PARIS 2e - Téléphone : 42.96.02.20

### Le massacre des innocentes

Louis BOUR

Prix: 5 F.

L'opinion publique a été violemment et justement émue, il n'y a pas si longtemps, par une série de meurtres de petites filles après viols, perpétrés par des sadiques, des déséquilibrés ou des pervers, et elle demande l'intervention de l'Etat.

Hélas ce n'est pas par décret ni par loi que l'on modifiera le comportement de tels individus.

Car si ces déséquilibrés se laissent aller ainsi à leurs pulsions perverses, c'est qu'ils ont subi, même inconsciemment, des incitations. Les médias, notamment la télévision et le cinéma - car

#### SOMMAIRE

Page 1 : Le	massacre	des	innocentes
-------------	----------	-----	------------

Page 2	: Société d'Encouragement
	au Bien
	Action pour la dignité

humaine

Page 3 : La pauvreté à Paris

Page 4 : Histoire de la Démocratie Chrétienne en France

Page 5 : L'Action du M.R.P. au pouvoir (2e partie)

Page 11 : Le «Congrès Constitutif» du M.R.P.

Page 12 : Courrier des lecteurs

l'image est implacablement persuasive - ont une très grande part de responsabilité dans cette recrudescence de criminalité

Se trouve donc posé le terrible problème des temps modernes : l'homme est-il assez adulte pour user raisonnablement de sa liberté?

On peut répondre oui pour la plupart des personnes. Mais par contre il a des hommes et des femmes au psychisme fragile - et que dire des enfants qui ne peuvent supporter, sans dommage, des images répétitives de meurtres, de violence, de viols et autres agressivités, et qui, souvent inconsciemment sont conduits à «rejouer» le jeu qu'ils ont vu en fiction, et à devenir, bel et bien, les acteurs réels d'horribles drames.

Ce n'est pas nouveau, il y a toujours eu des déséquilibrés, des gens dangereux. Mais notre société matérialiste en fabrique à croissance continue. Voyez l'engorgement des hôpitaux psychiatriques et l'augmentation de certaines formes de délinquance.

S'il n'est pas quelques hommes et femmes courageux pour prendre en main le problème et réagir, et faire réagir nos gouvernements, la situation ne fera que s'aggraver.

Nous devons donc intervenir avec fermeté, ténacité et continuité.

La première chose à obtenir est qu'il y ait une volonté réelle, une volonté «politique» - au sens élevé du terme d'arrêter ce fléau de la violence.

Il faut que les associations, les groupements et autres organisations qui se préoccupent de ces problèmes, au-delà de leur action, se mobilisent davantage, et surtout se fédèrent pour mener une action commune. C'est ainsi que l'on pourra faire fléchir, et réfléchir, les pouvoirs publics.

Il y a des textes de loi à préparer.

par exemple sur les abus des minitels

Il y a campagne à faire auprès des chaînes de télévision, et auprès de leurs annonceurs. Si ces derniers savent que leurs publicités érotiques ou agressives seront systématiquement boycottées, ils y renonceront.

Et puis, au-dessus de tout cela, il y a le respect de la dignité de la personne humaine, qui ne doit pas se limiter au plan social ou à la suppression de la peine de mort. Le respect de la personne humaine est un absolu général : cela doit jouer dans les valeurs humaines, philosophiques, spirituelles et religieuses; cela doit jouer notamment au plan de la famille, cellule de base de toute société réellement humaine.

Il y a aujourd'hui un climat de dénigrement des valeurs familiales qui est pernicieux par les effets qu'il produit, notamment auprès des jeunes : diminution de la natalité, certes, mais aussi absence d'éducation des enfants, avec les conséquences futures que cela comporte, en un mot désintéressement quand ce n'est moquerie à l'égard de tout ce qui est familial.

Si nous ne voulons plus que nos petites filles soient violées et assassinées, que les vieilles dames soient torturées et tuées, commençons par faire notre examen de conscience; sachons ensuite nous regrouper pour agir; montrons que dans notre pays il y a encore, et plus qu'on ne le croit, des gens solides qui veulent que la France et les Français vivent dans la dignité de la personne humaine.

Souvenons-nous de ce mot de Bergson: «L'Homme agrandi par la Science a besoin d'un supplément d'âme».

(publié dans le «Courrier de l'Ouest»)

#### SOCIETE D'ENCOURAGEMENT AU BIEN

#### **ACTION POUR LA DIGNITE HUMAINE**

Jean COVILLE

Dans l'éditorial de ce journal, Louis Bour réclame une mobilisation générale contre le fléau de la violence et il souhaite que les groupements de toutes sortes qui se préoccupent de ces problèmes mènent un combat commun.

Nous approuvons totalement cette proposition et nous rappelons que nous avons déjà entretenu nos lecteurs de l'action de deux de ces associations : la Société d'Encouragement au Bien, présidée par notre ami Alain Poher et l'Action pour la dignité humaine, fondée par Madame de Lipkowski. Je fais partie du Conseil d'administration de ces deux associations. On pourrait en mentionner d'autres, notamment les «Equipes d'action contre la traite des femmes et des Enfants», fondée par notre ami Jean Scelles.

Alors que la presse et les autres moyens de communication mettent l'éclairage sur toutes les turpitudes de la société, comme s'il n'y avait rien d'autre à mentionner dans l'activité humaine, la Société d'Encouragement au Bien, fondée il y a 126 ans, exalte ce qui se fait de bien dans notre pays. Il y en a beaucoup. Chaque année des centaines de récompenses sont attribuées à des personnes ou à des groupes qui se sont particulièrement dévoués au service de leurs semblables. Au cours de l'assemblée générale annuelle. ces résompenses sont remises à leurs bénéficiaires par Alain POHER en présence d'assistances considérables.

Quant à «l'Action pour la dignité humaine», son programme consiste : 1°) à réunir des informations sur la violence et la pornographie et sur leurs conséquences : pour la santé physique et psychique des individus, pour la famille en général et particulièrement pour la femme et pour l'enfant, pour l'avenir de la Nation elle-même.

2°) à susciter des prises de position de la part de leaders d'opinion :

célébrités du monde scientifique, culturel, sportif;

responsables d'associations de parents, ou de mouvements éducatifs:

médecins, psychologues et sociologues; responsables de mouvements féminins, porte-paroles des grandes familles spirituelles

3°) à diffuser les informations recueillies auprès des média.

4°) à susciter des débats à la radio, à la télévision et dans la presse.

5°) à contribuer à créer un courant de réprobation, en organisant des campagnes de presse et d'affichage.

6°) à dénoncer le proxénétisme et à stigmatiser les puissances d'argent au service du vice.

7°) à protester auprès des élus et des pouvoirs publics et à lancer des pétitions.
8°) à intenter des actions en justice.

9°) à agir en liaison avec les associations familiales et celles attachées aux droits des femmes et des enfants.

Cette année un procès a été intenté par le Parquet de Paris à l'encontre de plusieurs sociétés de services à propos du «Minitel Rose». Notre ami Maitre Pettiti et d'autres avocats ont plaidé pour la fédération des associations familiales catholiques, pour la fédération française des familles et plusieurs unions départementales d'associations familiales, en s'appuyant sur les travaux de l'A.D.H.». Le Tribunal, dans son jugement du 4 juillet, a reconnu la nocivité des messageries en cause mais à considéré qu'il existe actuellement un vide législatif concernant ce nouveau mode de communication, ce qui ne permet pas d'individualiser les condamnations. D'où la nécessité de susciter de nouvelles dispositions légales. Le Parquet et les Associations ont fait appel.

D'autre part une lettre a été adressée aux candidats à la Présidence de la République par l'A.D.H et d'autres associations pour attirer leur attention sur les problèmes évoqués ci-dessus.

Enfin mentionnons qu'une campagne d'affichage a été effectuée par l'A.D.H. pendant le mois de juin : 350 affiches de 2m x 1m,50, dénonçant la pornographie et les crimes sexuels, ont été placardées dans les couloirs du métro.

L'actualité de ces derniers mois a été hélas abondante en crimes horribles et notamment sexuels. Nous ne saurions trop les dénoncer et dénoncer tout ce qui y pousse.

L'Histoire nous enseigne, sans exception, que la décadence des mœurs entraine la décadence des nations.

Tous ceux qui partagent les idées exprimées dans ce bulletin doivent apporter leur appui à des associations comme la S.E.A.B. et l'A.D.H.

Vous trouverez ci-après les indications permettant d'y adhérer.

1°) S.E.A.B.: Siège Social 7, rue Guy Patin 75010 PARIS - Tél. 42.80.53.31 C.C.P. PARIS 11-88-01 2°) A.D.H.:

Siège Social 28 Place S<sup>t</sup> Georges 75009 PARIS - C.C.P. A.D.H. Paris 21-1997 M

Cotisation annuelle et abonnement au bulletin trimestriel : 150 francs.

## AMIS DÉCÉDÉS

M<sup>me</sup> Jean CATALA (Les Lilas)

M. CATOIRE (Arras)

M<sup>me</sup> Jacqueline COVILLE (S<sup>t</sup> Brieuc)

M. Gaston CORDET (Lyon)

M. Charles DAVOINE (St Maur)

M. & M<sup>me</sup> DELAHAIS (Orléans)

M. Vincent DELMEIRE (Orly)

M<sup>me</sup> Christiane DUMAS-BRINGE

(Baillet en France)

Mme Elisabeth FONTENEAU (Clamart)

M. André FOURRÉ (Cachan)

M. Georges MONMARCHÉ

(Paris 6e)

M<sup>me</sup> Lucienne REY (S<sup>t</sup> Mandé)

## LA PAUVRETE A PARIS

Jean COVILLE

Le Parlement a voté une loi instituant un revenu minimum garanti de 2000 Francs par mois. L'intention était bonne et le but louable, mais les discussions habituelles ont opposé les partisans de l'assistanat et ceux de la réinsertion.

Discussion peu intéressante, car les 2 choses sont nécessaires simultanément.

Il est clair qu'il faut essayer de «réinsérer» ceux qui sont exclus de la société. C'est ce qu'ont toujours demandé l'abbé Pierre et le Père Joseph et dont nous avons déjà entretenus nos lecteurs.

Mais ce n'est pas toujours possible, soit parce qu'il n'y a pas de travail à leur donner qu'ils puissent accomplir, soit parce que leur déchéance est trop profonde. Dans ce cas seul l'assistanat peut convenir.

Mais il ne doit pas être organisé aussi sommairement que dans la récente loi.

Donner 2000 Francs par mois à un individu habitant un village ou une petite ville, cela peut lui permettre de survivre. Mais donner la même somme à une personne se trouvant à Paris n'a aucun sens. Il est impossible de se loger et de se nourrir, même sommairement, à Paris pour 2.000 Francs.

Tous ceux qui s'occupent d'aide sociale à Paris le savent. Il est fâcheux que les responsables politiques ne semblent pas le savoir.

Se loger à Paris, même pour ceux qui gagnent 3 ou 4 fois 2000 francs, est très difficile en raison du coût exorbitant des loyers.

C'est la raison pour laquelle Paris se vide de ses habitants. Paris avait 3 millions d'habitants il y a 40 ans; il n'en a plus que 2 actuellement.

Je connais personnellement 3 fonctionnaires dans le 6° arrondissement qui, dans l'impossibilité de se loger à Paris, ont habité respectivement à Lille, au Mans et à Orléans. Les 2 premiers faisaient donc chaque jour plus de 400 kms pour se rendre à leur travail et en revenir et le 3° plus de 200. Les 2 premiers, après bien des démarches et des délais, ont réussi à se faire muter dans les villes où ils résident. Ce n'est pas le cas du 3°. Il y a là un problème social majeur, dont on ne parle pas et qui contribue à rendre très difficile la vie des Parisiens et très aigu le problème de la pauvreté.

Contrairement aux assertions erronées de certains responsables, il y a des milliers de personnes sans abri et sans nourriture à Paris. Pour la Ville-Lumière c'est un sujet de honte, qui mérite un effort prioritaire.

Au cours d'un colloque organisé récemment par l'Union des Institutions sociales du 6e arrondissement, Mme Fialon, conseiller de Paris, délégué auprès de l'adjoint au Maire chargé de la construction et du logement, a reconnu la gravité du problème et déclaré que les pouvoirs publics sont actuellement incapables de satisfaire à la demande de logements sociaux dans Paris. Il existe, a-t-elle dit, 140.000 demandes en instance alors que la construction annuelle de logements sociaux est de 2.500 à 3.000. Encore une grande partie de ceux-ci sont-ils attribués par avance aux adhérents des organismes constructeurs et ne peuvent donc l'être aux 140.000 demandeurs indiqués ci-dessus.

On voit l'abime existant entre l'offre et la demande. Abime que le secteur privé sera incapable de combler et qui explique la hausse vertigineuse des loyers.

Dans un tel cas il appartient à la puissance publique d'intervenir avec le maximum de vigueur.

Contrairement à un argument employé par Mme Fialon, il est inexact que les terrains constructibles soient très rares à Paris et même inexistants dans le centre.

Je connais cette ville depuis 40 ans. Il existe partout de petites maisons vétustes et même délabrées qui pourraient être avantageusement remplacées, non par des tours, mais par des maisons assez grandes pour y loger plusieurs familles.

La réquisition de telles maisons «pour cause d'utilité publique» serait largement aussi justifiée que celle des terrains nécessaires à la construction de l'autoroute du Nord ou à celle de «l'Eurodisneyland» dans la banlieue est de Paris.

Voilà un objectif que devraient se fixer prioritairement les futurs conseillers municipaux de Paris.

Mais d'autres mesures sont nécessaires dans l'immédiat car, si un tel programme était entrepris, il demanderait des années pour être réalisé.

Or, ainsi qu'il a été dit ci-dessus, il existe actuellement de nombreux sans abri et sans nourriture à Paris. Il faut donc s'en occuper sans attendre. Pour tous ceux qui se recommandent de notre message c'est un devoir impérieux.

Comme nous l'avons déjà publié dans ce journal, à l'appel de l'Abbé Pierre, en 1954, les mairies d'arrondissement de Paris accueillirent les sans abri, qui couchaient dans la rue par un froid sibérien. J'ai participé à cette opération.

Les sans abri sont aussi nombreux actuellement et, sans ouvrir les portes des mairies, des solutions d'urgence pourraient être trouvées, quels que soient les obstacles, à condition que la volonté en existe.

En premier lieu, il importe que la Ville de Paris subventionne autant qu'il est nécessaire les associations caritatives qui accueillent les exclus et les nourrissent. Il faut multiplier les cantines et les «restaurants du cœur».

En second lieu, il importe que la Ville de Paris participe elle-même à cet accueil, soit dans des péniches analogues à celle de l'Armée du Salut, soit dans des baraquements faciles à construire dans les espaces libres autour de Paris, notamment dans les bois de Boulogne et de Vincennes.

Les exclus y seraient accueillis, quelle que soit la durée de leur présence à Paris. Si cette présence était supérieure à une certaine durée, ils seraient considérés comme habitants de la Capitale et la charge de cet accueil serait supportée par le budget de celle-ci. Dans le cas contraire, il y aurait remboursement de la part de l'Etat.

Mais il est très souhaitable qu'un

(suite page 4)

## HISTOIRE DE LA DEMOCRATIE CHRETIENNE EN FRANCE

Voici un nouvel ouvrage de plus de 400 pages sur les démocrates chrétiens, édité chez Albin Michel. L'auteur, François-Georges DREYFUS, professeur agrégé d'Histoire à Strasbourg, ne manque ni de sérieux, ni d'originalité. Son étude va de Chateaubriand à Raymond Barre et elle est dédiée à René Capitant et Edmond Michelet «qui surent concilier gaullisme et démocratie chrétienne».

Le livre est intéressant car il contient une étude approfondie à partir du 19eme siècle de l'action de nos principaux «ancêtres» Lamennais, Montalembert, Ozanam, Albert de Mun, La Tour du Pin. Puis c'est Marc Sangnier lançant «Le Sillon» en 1894 et la naissance du P.D.P. en 1924 avec ses quinze députés «rouges-chrétiens». Influence limitée des démocrates-chrétiens dans cette période de l'entre-deux-guerres en raison d'un scrutin majoritaire où le centre peut seulement servir d'appoint. Néanmoins, Francisque Gay avec l'Aube, en 1932 et Emmanuel Mounier, avec Esprit en 1931, créent un courant de pensée qui offrira une référence pendant la guerre aux résistants chrétiens autour de Georges Bidault.

Pour la période d'après 1945, l'auteur devient plus incisif. En 1946 «le MRP n'a pas obtenu ce que de Gaulle réclamait : un exécutif fort». Monsieur Dreyfus oublie que le premier projet de constitution a été repoussé grâce au MRP et sans que de Gaulle dise un seul mot. Les améliorations obtenues dans le second projet l'ont tout de même été grâce à l'action de nos élus et notamment du rapporteur Paul Coste-Floret.

Il affirme ensuite qu'en favorisant une troisième force inexistante le MRP s'est «marginalisé» et a perdu ses électeurs alors qu'il aurait pu former, comme dans les autres pays d'Europe, un grand mouvement politique en s'associant aux Indépendants et au RPF. Il perd de vue l'action néfaste des élus gaullistes qui, associés dans leurs votes aux communistes, ont constamment mis en échec le pouvoir en place et contrecarré l'œuvre de rétablissement de l'économie gravement atteinte par la guerre.

Il devrait aussi se souvenir de l'incroyable attitude des députés gaullistes face à la construction européenne entreprise par Robert Schuman. Le ler décembre 1951, devant la commission des Affaires étrangères, le rapport d'Alfred Coste-Floret sur le pool charbon-acier a été adopté par 26 voix contre 18. Parmi les 18 opposants figurent, à côté de 8 communistes et du général Aumeran, 9 élus RPF.

L'objectif souhaité par l'auteur de voir naître un grand parti centriste aurait été certainement atteint et réalisé si de Gaulle n'était venu troubler l'électorat et semer une division à cette époque, préjudiciable aux intérêts réels de la Nation.

Le débat, nous le voyons, ne manque pas d'intérêt. L'auteur continue son étude jusqu'à la fondation du CDS avec Piere Méhaignerie élu président en 1982. Il souhaite qu'une évolution se produise. Le MRP, affirme-t-il, était «contre le capitalisme et le libéralisme». Or, seule l'économie de marché peut réaliser le progrès social. Aujourd'hui le consensus existe sur ce point. Cela suffira-t-il à provoquer les convergences souhaitées par l'auteur : L'avenir nous le dira.

A.F.M.

#### LA PAUVRETE A PARIS

(suite de la page 3)

seul organisme agisse et que cet organisme soit le plus proche des individus, c'est à dire la Commune.

Cette constatation souligne un grave défaut de la loi sur le revenu minimum, qui attribue à l'Etat la distribution de cette aide. C'est aux communes à le faire, avec l'aide éventuelle de l'Etat.

Une dernière remarque s'impose : tous les «exclus» ne sont pas semblables. Certains souffrent d'être inutiles et saisiront la chance de faire un travail en échange des 2.000 Francs qui leur seront accordés. Les autres sont trop enfoncés dans leur déchéance et refuseront de travailler. Pour ceux-là il ne faudra pas de salaire, mais seulement abri et nourriture.

N'étant plus des S.D.F. (sans domicile fixe), c'est à dire des «inexistants», certains pourront sortir de leur déchéance. C'est du moins ce que pensent ceux qui croient en notre message.

Et c'est ce que nous dit sans cesse l'Abbé Pierre qui, à 76 ans, n'a aucunement renoncé à sa mission.

Le fondateur «d'Emmaüs» vient d'écrire une pièce «permis de vivre», qui sera jouée au théâtre de l'Eldorado à partir du 12 décembre, au bénéfice des plus démunis.

Il pratique «l'insurrection de la bonté», disait récemment un journaliste.

D'ailleurs, ajoute-t-il, l'insurrection est le plus saint des devoirs quand il s'agit de révéler à l'homme que «vivre c'est rendre croyable l'amour».

# LECANUET PREFERE LA CLARTE

«Si j'étais député, je voterais la censure pour bien marquer que je suis dans l'opposition et pour inscrire un blâme au dossier social du gouvernement». Jean Lecanuet, sénateur-maire de Rouen, ancien président du C.D.S. et de l'U.D.F., manifeste ainsi sa préférence pour la clarté.

«L'ouverture politique des socialistes vers le Centre est un leurre, dit-il, car le P.S. reste électoralement lié au P.C.»

«Les Centristes doivent choisir leur camp et laisser le P.S. et le P.C. se dépêtrer dans leurs contradictions.»

# L'ACTION DU M.R.P. AU POUVOIR

(SUITE)

Deuxième partie

V

# L'INDEPENDANCE DU GOUVERNEMENT

VALEUR DE LA NOUVELLE CONSTITUTION

Le rejet de cette Constitution poussait la France à élire une seconde Assemblée Nationale Constituante pour faire un nouveau projet de Constitution. Ce nouveau texte constitutionnel était très supérieur au premier et là aussi c'est une vérité évidente. Cette fois, il y avait un Président de la République doté de pouvoirs importants; il n'y avait plus une Chambre, mais deux; il y avait un Gouvernement qui jouissait, par rapport aux Chambres d'initiative, de liberté et d'indépendance; un système de protection et garantie des libertés ; contrôle de la constitutionnalité des lois; séparation des pouvoirs pour garantir les libertés; un Conseil supérieur de la magistrature autonome et indépendant. Sur toutes les questions essentielles, la République avait satisfaction. Oh! certes, cette Constitution n'était pas parfaite, toute œuvre humaine a des défauts, mais il n'était pas possible d'en obtenir une meilleure que celle-là. Celle-là pour l'essentiel était raisonnable, celle-là nous l'avons votée d'autant mieux qu'il était temps que la France sorte du provisoire. Vous vous

rappelez cette époque : les difficultés économiques, les Etats étrangers se demandaient si oui ou non la France arriverait à se donner un régime définitif, si oui ou non elle sortirait du provisoire et quand enfin il y aurait un gouvernement français définitif. Il était temps d'en sortir pour le franc, pour le ravitaillement, pour notre place dans le monde, pour la paix. Alors, nous l'avons votée. Si bien qu'enfin au mois de janvier 1947, la France a pu élire le Président de la République et constituer, en vertu de la Constitution qui venait d'être adoptée, un gouvernement régulier.

la fameuse conférence au cours de laquelle les Anglais, les Américains, les Français et les Russes devaient étudier les problèmes du traité de paix et de l'organisation de la sécurité internationale et de la paix dans l'Europe et dans le Monde. Il fallait que la France fixe ses positions. Ces positions ne coïncidaient pas avec les positions de Staline et des Soviets et les communistes étaient dans le gouvernement.

Cela n'a pas tardé: les événements, l'habileté du Président du Conseil firent qu'on aborda les problèmes par celui d'entre eux qui paraissait le plus simple à résoudre, sur lequel, semble-t-il, l'unanimité devait se faire, celui sur lequel, parce qu'il était tellement clair, les communistes devaient être d'accord avec les autres ministres, c'était le problème de la Sarre.

## LES PROBLEMES DU GOUVERNEMENT

C'était le gouvernement de M. RAMADIER. Vous vous en souvenez. RAMADIER et ce gouvernement prenaient le pouvoir en janvier 1947, dès le lendemain de l'élection du Président de la République. La France avait des institutions et des règles stables.

A peine ce gouvernement RAMADIER constitué, il fallait aborder enfin les problèmes de la politique extérieure, le problème de l'Allemagne, le problème du traité de paix. Nous étions en janvier 1947. Au mois de mars suivant, deux mois après, devait s'ouvrir à Moscou

#### PROBLEME DE LA SARRE

Il avait été convenu que, aussitôt après la capitulation de l'Allemagne, dès l'occupation par les Alliés, la France aurait à sa disposition le charbon de la Sarre, dont avait besoin pour ressusciter notre industrie. Dès le mois de mai 1945, en effet, nous entrions en Sarre;

nous remettions les mines en exploitation. Le charbon de la Sarre était expédié sur la France. On nous fit alors remarquer que c'était bel et bien en effet convenu, mais que ce charbon de la Sarre que nous prenions aux Allemands il fallait le payer en dollars parce que d'après les accords interalliés, le dollar était la monnaie de compte de l'Allemagne pour ses importations et exportations. Nous allions être obligés de payer à l'Allemagne le charbon de la Sarre en dollars. Or, des dollars, nous n'en avions pas assez pour faire vivre les Français. A ce moment-là, les dollars, c'était pour nous l'existence même des Français et des Françaises, c'était leur pain quotidien et nous n'en avions pas suffisamment pour leur donner tout simplement à manger. En 1945, la France s'est tout de même inclinée et on a payé le charbon de la Sarre en dollars (près de 80 millions de dollars par an que nous avons versés aux Allemands) et puis, en 1946, on s'est encore incliné et c'est encore 80 millions de dollars prélevés sur le ravitaillement et la nourriture des Français et à leur vie quotidienne et à leur existence. En 1947, il était impossible de continuer. Nous ne pouvions plus, sous peine de vous faire mourir de faim.

vie ou de mort. Les Anglais ont hésité, puis finalement donné leur accord; les Américains ont étudié le problème avec lenteur et réflexion; ils ont eux aussi donné leur accord.

Nous avions fait aux Russes le même discours. Ils ont dit «niet». Nous leur avons demandé quelles étaient les raisons de ce refus; alors, ils nous ont dit «niet». Nous les avons priés de bien vouloir nous dire s'il s'agissait d'un refus provisoire ou d'un refus définitif; ils ont dit «niet». Nous leur avons demandé de bien vouloir nous faire connaître quand ils daigneraient nous exposer les raisons pour lesquelles ils voulaient nous obliger de donner nos derniers dollars aux Allemands; ils ont répondu «niet».

avait tort et Staline raison. On leur a demandé pourquoi ; on leur a demandé d'en exposer les motifs ; ils n'ont pas pu répondre; mais ils ont maintenu que la France avait tort et Staline raison. Alors l'abîme s'est ouvert au sein même du Conseil des ministres. Il a bien fallu constater que maintenant que ces problèmes internationaux se posaient, il n'était pas possible de gouverner avec eux. On avait pu jusque-là traiter avec eux du ravitaillement, de la production, des problèmes quotidiens de la politique intérieure francaise cahin-caha, mais maintenant qu'il s'agissait de problèmes internationaux, ce n'était plus possible; ils n'étaient pas là pour faire la politique de la France, mais pour faire la politique de la Russie; c'était, dans le gouvernement, une 5e colonne organisée.

#### L'ALIGNEMENT COMMUNISTE

LE DEPART DES COMMUNISTES

LE «NIET » SOVIETIQUE

Alors on s'en est allé dire aux Anglais, aux Américains et aux Russes : ce n'est pas possible, nous allons intégrer la Sarre dans l'économie française; nous allons mettre le cordon douanier entre la Sarre et l'Allemagne et non plus entre la France et la Sarre. Quand la Sarre sera intégrée dans l'économie française, nous paierons le charbon de la Sarre en francs et non plus en dollars : c'est pour nous une question de

Il fallait opter. Fallait-il accepter le refus russe, s'incliner au besoin en exposant les Français à des privations intolérables, donner nos dollars aux Allemands, ou fallait-il dire aux Russes, gentiment, mais fermement : «Vous n'avez aucune bonne raison de nous imposer cette politique et, puisqu'il s'agit pour nous d'un problème de vie ou de mort, nous vous prévenons que nous allons passer outre, même sans votre accord. Nous allons intégrer la Sarre dans l'économie française pour pouvoir payer le charbon de la Sarre en francs et non en dollars».

C'était le premier des problèmes internationaux européens qu'avait à résoudre la France. Tous les partis ont dit que c'était la France qui avait raison : les socialistes, les radicaux, les M.R.P., unanimement, ont dit parfaitement, gentiment, mais fermement, aux Russes, que s'il le fallait, nous nous passerions de leur autorisation. Mais les communistes ont dit que la France

Quelques jours après et dans le même temps se posaient les problèmes de l'Union française, Indochine, Madagascar, et sur ces problèmes-là aussi, ils prenaient parti pour les émeutiers contre la France. Nous avons alors dit au Président du Conseil notre sentiment qu'il n'était pas possible de maintenir la participation des communistes, qu'il fallait qu'eux s'en aillent, ou que nous serions obligés de nous en aller. Les choses étaient trop graves. Nous avons tout de suite ajouté que c'était eux qui devaient s'en aller et qu'il était du devoir de M. RAMADIER et des socialistes de le comprendre pour l'indépendance et la libération de la France. Ne croyez pas que cette prise de position du M.R.P. enchantait le Président du Conseil. Il y avait vingt-cinq ans que le parti socialiste s'en allait de réunion en réunion, de congrès en congrès, expliquer à ses cadres et à ses

militants à ses adhérents et à ses sympatisants, que l'essentiel pour le parti socialiste c'était de gouverner avec les communistes avec leur accord, avec leur collaboration, en union avec eux et que tous nos besoins devaient être sacrifiés à cette cause dite de l'unité ouvrière. C'était pour M. RAMADIER et son parti un courant difficile à remonter, nous avons tout fait pour les aider à le remonter. Ce que le M.R.P. a fait savoir aux socialistes peut se traduire en peu de mots: «Nous serons des alliés loyaux, nous ne pourrons pas vous céder sur les grandes choses, mais nous saurons vous faire les concessions nécessaires au maintien de la coopération, nous n'abuserons jamais de votre isolement, parce que cet isolement, vous l'aurez consommé pour le salut du pays.» Nous avons ajouté: «Nous ne sommes pas des réactionnaires, des conservateurs de la vieille droite classique, nous n'avons pas un portefeuille ou un carnet de chèques à la place du cœur, nous ne nous sommes pas assignés comme objectif la défense de la finance. de l'argent, des privilèges de classe ou de caste, des égoïstes traditionnels. Non moins que vous, nous sommes résolus à nous battre pour la justice et le progrès social et peut-être dans un certain sens du mot, plus que vous, parce que nous ne le faisons pas seulement pour des raisons qui sont de l'ordre du monde, mais aussi pour des convictions spirituelles qui nous dépassent.» Les socialistes nous ont reçus et nous ont compris. En aidant beaucoup, nous sommes arrivés à la rupture qu'il fallait obtenir pour le salut du pays et au mois de mai paraissait au «Journal Officiel» le décret de l'exclusion des ministres communistes du gouvernement. La France était libérée en ce sens que dans son gouvernement siégeraient dorénavant des hommes de convictions, de tendances très différentes, mais des hommes qui tous seraient là pour le salut du pays et non plus pour le service d'une puissance étrangère.

Voulez-vous poser la question que voici : supposez qu'il n'y ait pas eu de M.R.P., supposez que le gouvernement de la France, à ce moment-là ait été composé seulement de communistes et de socialistes, et puis des représentants d'un grand parti de droite, ou bien, si vous voulez, des représentants du R.P.F.: est-ce que vous crovez que les socialistes se seraient séparés des communistes pour faire alliance avec le R.P.F. ou avec un autre parti de droite ou d'extrême droite? Croyez-vous de bonne foi que cette rupture aurait été possible s'il n'y avait pas eu au sein du gouvernement le M.R.P. avec ce qu'il est, son passé, son programme, ses hommes, ses tendances, son esprit? Il n'est pas un homme averti de la politique française et de l'histoire politique de notre pays qui puisse hésiter. Le M.R.P. pouvait faire cela. Le M.R.P. pouvait tendre au parti socialiste, pour le détacher du parti communiste, une main susceptible d'être prise et acceptée, mais le M.R.P. seulement pouvait faire cette opération-là qui, je le repète, a libéré la France et a singulièrement contribué à son autorité et à son prestige dans le monde.

veuves, des orphelins, des prisonniers, des déportés et tous les salariés avec les toujours insuffisants salaires, dans une période où la vie montait sans cesse, cette effroyable misère de tous les gens qui vivent de leur travail ainsi que des vieux et des vieilles. Bref, sur 39 millions de Français, 30 millions d'hommes et de femmes pour lesquels la vie était difficile et souvent angoissante et désespérante.

Alors, le parti communiste avait la partie belle ; il soutenait des revendications justifiées dans leur principe. On ne pouvait leur opposer que ceci : la France était trop pauvre et trop malheureuse pour pouvoir donner entière satisfaction, mais cet argument-là ne les inquiétait pas. Alors, vous savez la suite : les grèves isolées, les grèves qui, à peine calmées, reprennent ailleurs. Cette campagne se développant à travers tout le printemps, tout l'été, tout l'automne 1947, et puis les grèves se généralisant, et un beau soir de novembre, l'ordre venu du Kominform de déclencher en Italie et en France une grève générale jusqu'à l'émeute inclusivement. C'était la grandes tentative, le coup de force pour la prise du pouvoir avant que soient signés et consolidés les accords européens et les accords internationaux avec l'Amérique.

VI

#### LA PAIX CIVILE

LES GREVES
INSURRECTIONNELLES DE
NOVEMBRE 1947

L'EXPLOITATION DES JUSTES REVENDICATIONS SOCIALES

LE M.R.P. A RENDU POSSIBLE LA SEPARATION DES SOCIALISTES DU PARTI COMMUNISTE Le parti communiste, exclu du gouvernement, s'en est allé à travers la France entreprendre ses campagnes de revendications et d'appel à la grève et à l'émeute. Il avait la partie belle. Il y avait tant de gens en France qui souffraient d'une misère imméritée: des Le gouvernement de M. RAMA-DIER s'était usé pendant tout l'été et tout l'automne à arrêter les grèves au fur et à mesure qu'elles renaissaient. Les délégations ouvrières, je le répète, demandaient des choses justes, mais que la France ne pouvait pas encore donner. Et alors, grève après grève, on tentait de remettre les choses en ordre en s'usant quotidiennement dans ce travail d'efforts quand survint la grande

affaire en novembre 1947. Ce ministère Ramadier était usé et l'ordre était donné : une grève générale.

Vous vous rappelez les mines, l'électricité, les chemins de fer, le métro, et toutes les industries arrêtées les unes après les autres. Un beau soir, Paris était menacé pour le lendemain ou le surlendemain de l'obscurité totale et de la famine en quarante-huit heures. Les trains n'arrivaient plus : plus de ravitaillement, du lait pour deux jours et du pain pour trois jours. Vous savez ce qui se passe en de pareilles circonstances quand une ville comme Paris et sa banlieue est ainsi dans l'obscurité, le froid et la faim ; cela ne dure pas très longtemps, même si les Français sont calmes et de sang-froid. Le premier jour, on accepte. Le second, cela ne va plus. Le troisième, on va dans la rue pour savoir ce qui se passe et des cortèges se constituent. On explique qu'il faut aller à la mairie et le bruit court qu'il y a des magasins qui regorgent de ravitaillement et on les prend d'assaut. Des provocateurs et des coups de feu partent on ne sait pas d'où. On dit : «On a tiré sur l'ouvrier», et puis la passion s'en mêle, cela peut être l'insurrection, l'émeute et la révolution plus vite qu'il ne faut de temps pour s'en rendre compte.

C'était déjà cela en Italie et là-bas les choses tournaient si mal que les hommes avertis estimaient que pour l'Italie c'était déjà trop tard, qu'elle avait chaviré du côté du Kominform. La France restait le dernier espoir, non seulement pour elle, mais pour l'Europe libre, pour cette grande chose qui s'appelle l'humanisme chrétien et la civilisation que nous représentons. Dans ces heures tragiques, M. RAMADIER estima qu'il n'était plus en mesure d'exercer le pouvoir.

un gouvernement, mais n'aboutissait pas et les choses prenaient une allure de catastrophe très rapidement. Ce n'était plus qu'une question de jours, c'était très exactement une question d'heures. Eh bien, je vous assure que cette nuit-là, le 22 novembre 1947, il n'y avait pas presse devant l'Elysée, on ne faisait pas la queue pour le poste de Président du Conseil, personne n'en voulait en vérité. Alors, le Président de la République dut appeler «un de ces innocents, de ces naïfs, l'un des hommes inefficaces» qui constituent le M.R.P.: Robert SCHUMAN.

Il n'y avait pas de grand discours à faire, il fallait prendre tout de suite les responsabilités, rendre confiance aux Français, être clairvoyant, avoir du sang-froid, de la fermeté, de l'autorité, faire comprendre à l'immense majorité des travailleurs que l'heure n'était pas encore venue où l'on pourrait matraquer tous ceux qui n'étaient pas du parti communiste, faire comprendre à l'immense majorité des Français qu'il n'v a pas de vraie justice sociale sans liberté et d'indépendance sans le respect de la dignité personnelle des droits fondamentaux, des syndicats, de la famille, faire comprendre tout cela à la fois en peu de mots et par beaucoup de sang-froid, de courage, de fermeté.

plus forts. Les plus forts étaient la République, le droit, la légalité et la justice. Les journaux annonçaient cela à toute la France. En lisant cela dans les journaux, tous les Français, toutes les Françaises, spécialement les «bienspensants» dont je parlais tout à l'heure, ont poussé un grand soupir de soulagement et de satisfaction et ils ont tous dit merci à R. SCHUMAN. Ils ont peut-être oublié depuis, mais le service a tout de même été rendu. La République, la légalité, la liberté en même temps que le droit et la justice l'emportaient sans que le sang français ait coulé, sans qu'il y ait eu de guerre civile parce qu'un homme courageux, R. SCHUMAN, qui était du M.R.P. avait su rendre la France à elle-même.

VII

# NOTRE SECURITE EXTERIEURE

L'AIDE ECONOMIQUE DU PLAN MARSHALL

LA VIOLENCE EST MISE EN ECHEC

ROBERT SCHUMAN FAIT FACE AU DANGER

Léon BLUM tentait de constituer

C'est ce qu'a fait R. SCHUMAN. Quand il a pris le pouvoir, la situation était, aux dires de beaucoup, désespérée. Mais quinze jours après, on lisait dans les journaux du soir le fameux communiqué du comité de grèves. La C.G.T. capitulait sans condition, mettait fin à l'ordre de grève générale et tout rentrait dans l'ordre. Les communistes reconnaissaient qu'ils avaient manqué leur opération et qu'ils n'étaient pas les

Dans les mois qui ont suivi, SCHUMAN et BIDAULT obtenaient l'application à la France du Plan Marshall, signaient avec les U.S.A. le traité bilatéral d'avril 1948, assurant à notre pays jusqu'en 1952 pour 1 milliard de francs de marchandises qui, tous les matins rentrent dans nos ports et que nous n'avons pas à payer. La France était mise pour toute cette période-là jusqu'en 1952, à l'abri d'effroyables menaces de taxes qui pesaient sur elle tous les trimestres depuis la Libération. Les communistes et le R.P.F. ont refusé de voter à la Chambre ce traité bilatéral d'application à la France du Plan Marshall, mais tous les Français doivent savoir que c'est grâce à ce traité d'appui qu'ils mangent à l'heure actuelle et que la France a retrouvé un peu d'espoir et de confiance en elle-même.

#### LE M.R.P. CONTINUE A SERVIR

#### LE TRAITE DE BRUXELLES ET LE PACTE ATLANTIQUE

C'est cette équipe de BIDAULT et SCHUMAN qui a négocié ces accords : traité de Bruxelles, Atlantique, qui assurent maintenant la sécurité de la France contre un ennemi éventuel qui reviendrait de l'Est, par la constitution d'une force internationale qui, là-bas au delà du Rhin, aussi loin que possible en Allemagne, assure la sécurité de la France en même temps que celle des pays libres d'Europe. C'est la première fois, dans notre histoire, que des mesures sont prises pour qu'en cas de guerre, la France n'ait pas à supporter seule le premier choc d'une agression dont nous savons bien qu'elle nous submergerait sans que nous puissions grand'chose à nous seuls. Enfin. cette condition fondamentale de la sécurité française est dans le pacte et le traité, elle s'organise sous nos yeux.

VIII

NOS CHANCES
DE SALUT

Voilà qu'au mois de juillet 1948 la conjonction des extrêmes renversait le gouvernement alors qu'il allait réussir sur le plan de l'économie et de l'équilibre financier, comme il allait réussir le Plan Marshall, les accords militaires, le traité de Bruxelles et l'Union Européenne. Il fallait à tout prix que les extrêmes se conjurent pour l'anéantir avant le succès définitif. Alors, dans une nuit de folie, on a vu communistes, socialistes et R.P.F., refuser les crédits militaires pour anéantir le gouvernement SCHUMAN. Au moment où le bateau touchait au port, on l'a fait couler bas. Il a fallu recommencer tout : nouvelles hausses des prix, déséquilibre économique, angoisse et inquiétude du lendemain. Il a fallu recommencer un peu plus bas.

Nous avons aidé à recommencer d'un peu plus bas, sans rancune, parce qu'il s'agissait toujours de la France.

Et pendant plus d'un an, le M.R.P. a participé au gouvernement QUEUILLE et l'a soutenu loyalement jusqu'à sa chute, provoquée par des divergences sur la politique économique entre socialistes et radicaux à l'occasion d'une prime d'attente.

GEORGES BIDAULT
DENOUE LA GRAVE CRISE
POLITIQUE DE
L'AUTOMNE 1949

Vous vous souvenez qu'alors on fit appel à M. Jules MOCH qui, après avoir obtenu l'investiture de l'Assemblée Nationale et prévu la composition de son cabinet, a finalement échoué, dans un climat politique très défavorable.

Ce fut ensuite le tour de M. René MAYER, personnalité radicale désignée qui succomba par suite des exclusives de son propre parti contre le ministre du Travail socialiste.

Il n'y avait pas beaucoup de candidats pour briguer la succession des présidents désignés : le vote du budget et la loi sur les conventions collectives s'annonçaient sous les plus mauvais auspices. L'opposition de droite et des communistes aux nouveaux impôts qu'on savait inévitables, celle de gauche aux projets gouvernementaux en cours de rédaction sur les conventions collectives accentuaient les divergences au sein de la majorité.

C'est alors que Georges BIDAULT, soutenu par la M.R.P., prit sur lui la charge du gouvernement, bien décidé à assurer la permanence du pouvoir, à accomplir les tâches essentielles pour la Nation: budget, conventions collectives, sauvegarde de la défense nationale, politique du logement.

L'acceptation de cette tâche gouvernementale peut sembler toute naturelle à ceux qui vivent loin de la vie politique, mais elle fut un acte de courage à une époque où, pensant déjà aux élections, personne ne voulait prendre la responsabilité d'un budget impopulaire et des mesures imposées par le retour à la liberté des salaires.

Cet acte a été salutaire pour le pays : il suffit de penser à la campagne amorcée sur la droite par le R.P.F. tendant à discréditer le régime démocratique et à ridiculiser le gouvernement, pour voir combien les adversaires de la démocratie auraient eu la partie belle si les autorités légales avaient manifesté leur carence : le général DE GAULLE déclarait au dix neuvième jour de la crise : «Rien n'est plus urgant que d'en finir avec cette sorte de théâtre d'ombres »

Les communistes, de leur côté, n'auraient pas manqué d'utiliser le mécontentement des travailleurs devant les hausses de prix, l'inflation, l'incertitude du lendemain qu'aurait entraînés indubitablement une période de transition ou d'absence du pouvoir. Communistes et R.P.F. unis dans leur campagne négative contre le pays auraient eu la possibilité d'ébranler les institutions démocratiques.

Un seul mot d'ailleurs était sur toutes les bouches : la dissolution, mais non pas cette dissolution prévue par la Constitution, qui résulte d'une décision réfléchie prise devant une divergence nette entre le gouvernement à la majorité, mais une dissolution faite dans les circonstances les plus mauvaises quand il n'ya plus d'autres issues. Il ne s'agissait pas de trancher un débat entre les pouvoirs, puisqu'il n'y aurait plus eu de pouvoir.

Il n'y avait pas de gouvernement socialiste possible, cela venait d'être démontré. Il n'y avait plus de gouvernement radical possible, après l'échec de M. René MAYER, seul le M.R.P. pouvait cette fois encore être ce point de ralliement entre les forces démocratiques : unir le respect de la loi et la justice sociale : c'est ce que fit Georges BIDAULT.

Bien que dès sa formation on ait annoncé la chute de son gouvernement sur le budget ou les conventions collectives, bien que M. CASTELLANI pouvait assurer à Roger PEYRE en fuite que le gouvernement BIDAULT tomberait en janvier, le gouvernement à direction M.R.P., constitué le 27 octobre 1949, a assuré la permanence de la République et la vie de la France. Le M.R.P., une fois encore, a rendu service à la Nation.

Maintenant, les choses continuent et je vais conclure d'un mot : après quoi, vous jugerez.

PLUS FORTS POUR DEMAIN

Dès la libération, nous avons pensé qu'il était lâche de jouer au Ponce Pilate; nous savions que dans les temps que la France allait connaître, dans les années qui allaient venir, il serait redoutable d'être sur le chantier avec une part des responsabilités sur les épaules. Nous savions bien que pendant cette

période-là il ferait bien meilleur sur les bords de la route à distiller les critiques, l'amertume, le désespoir, à faire de la surenchère de droite ou de gauche. des surenchères de toutes les démagogies et à semer au cœur des Français l'angoisse, l'inquiétude et la désespérance. Nous savions qu'il serait plus facile sur le bord de la route de critiquer les pauvres hommes qui seraient là, attelés avec les difficultés quotidiennes et bien incapables, parce que n'étant pas faiseurs de miracles, de les surmonter d'un coup en un seul jour. Nous pensions aussi que ceux qui sauveraient le pays jour après jour iraient sur le chantier, que c'est là que se ferait le rassemblement, pas sur le bord de la route, mais sur le chantier avec les autres. Alors nous y sommes allés, nous avons retroussé nos manches et nous nous sommes mis au travail avec les autres compagnons socialistes, radicaux. indépendants, tous ceux qui voulaient. Nous ne sommes pas toujours d'accord avec eux, mais dans la mesure même où nous ne sommes pas d'accord avec eux, il faut que nous soyons là. Car si nous les laissions tout seuls. ils feraient la France à leur image à eux, et peut-être qu'ils oublieraient un certain nombre de principes d'ordre moral et spirituel qui nous tiennent spécialement à cœur et qu'ils ne feraient pas la France comme nous voulons qu'elle soit. Nous sommes sur les chantiers où il ne fait pas bon tous les jours. On s'y fatigue beaucoup et on y peine durement, on y a quelquefois des échecs et l'opinion s'impatiente. Tous ceux qui sont las multiplient les injures, les ironies. Les partis d'opposition se chargent d'y ajouter les diffamations.

Seulement, il y a quelque chose qui nous rend plus forts que toutes les oppositions : quand nous sommes entrés

#### "FAITES ENTRER LE TEMOIN SUIVANT"

C'est le titre d'un livre de Pierre-Henri TEITGEN.

Dans le «MRP vous parle» de mai-juin 1988 André-François MERCIER a dit tout le bien qu'il en pensait.

Nous précisons que ce livre a été édité par

OUEST-FRANCE, 35051 Rennes Cedex et que son prix est de 100 francs.

dans la politique, nous n'avions ni ambition, ni orgueil, nous y sommes allés par devoir tout simplement, parce qu'il fallait sauver la France et que personne ne voulait y aller à notre place. Nous avons décidé de sauver la France de notre mieux, sans prétendre ne jamais nous tromper, mais en prétendant toujours agir uniquement selon notre conscience.

Quand nous regardons le chemin parcouru et le bilan des faits dans lesquels la France a failli sombrer et où nous l'avons sauvée ; quand nous regardons cela et que nous nous interrogeons (pas devant des auditoires pour leur faire plaisir), mes camarades ou moi en conscience, pour savoir si vraiment nous avons été utiles au pays, en conscience d'honnêtes hommes, nous constatons que nous avons fait tout ce qui était en notre pouvoir et que tout cela a contribué effectivement au salut définitif du pays. Alors, quand nous nous sommes rendus ce témoignage-là, sans souci des applaudissements et des quolibets, des injures ou des mensonges, nous sommes forts, plus forts pour aujourd'hui et surtout pour demain.



#### **MANIFESTE**

Un manifeste «pour l'avenir de la France d'Outre Mer» vient d'être établi. Il porte les signatures de MM. Jacques Soustelle, de l'Académie Française, ancien Ministre de la France d'Outre Mer, Alfred Coste-Floret, président de la Démocratie chrétienne française et Claude Durand-Berger, écrivain. Dans notre prochain numéro nous trouverons la place nécessaire pour publier ce beau texte.

# LE "CONGRES CONSTITUTIF" DU M.R.P.

Georges VERPRAET

Il y a 44 ans, le «Mouvement républicain populaire» sortait des Catacombes (25-26 novembre 1944, salle de la Société de Géographie)

Le MRP aurait aujourd'hui 44 ans. Un réseau de fidèles entretiennent les liens d'amitié et du souvenir, avant que le temps fasse son œuvre. Quelques lignes rapides dans les dictionnaires et manuels d'histoire. De rares descendants évoquent parfois ses trois lettres comme une référence aussi vague que mythique. Quelques repères et un bref rappel historique sur son «acte de naissance»

#### **CONGRES CONSTITUTIF:**

PARIS (Salle de la Société de Géographie, salle triste et vieillotte, à l'ombre de Saint-Germain des Près). (25-26 novembre 1944, soit trois mois exactement après la Libération de Paris). Premier Président national : Maurice Schumann en uniforme de capitaine, porte-parole de la France combattante. Délégué général : André Colin.

Vice-Présidents: S. Rollin, M. Guérin, J. Catrice, Fr. Reille-Soult, P. Bacon. Président d'honneur: Marc Sangnier. Secrétaire général: Robert Bichet.

Premières interventions de jeunes ministres du gouvernement provisoire : P. H. Teitgen (Information), François de Menthon (Justice).

Georges Bidault (Affaires étrangères), président du C.N.R. sous l'occupation allemande, était à Moscou avec le Général.

Appel à l'union lancé par Fernand Bouxom : «Soyons des ambitieux !»

Ce «congrès constitutif» réunit la plupart des membres du «parti démocrate populaire», PDP (13 députés aux législatives di 11 mai 1920), qui avait pour organe «Le Petit démocrate» lancé en 1912; de la «Jeune République» (plus divisée sur le regroupement) fondée par Marc Sangnier en 1912 (40 députés élus en 1919) sous des étiquettes diverses). Il est donc l'héritier d'une longue tradition.

Ces deux formations politiques, d'inspiration chrétienne, rejoignent ici de jeunes dirigeants de la CFTC, de l'ACJF (JEC, JOC, JAC) et surtout des animateurs de mouvements de résistance variés «Combat» (François de Menthon, P.H. Teitgen), «Résistance (Robert Lecourt), «Front National» (Max André), OCM (Marie-Helène Lefaucheux), MLN (Germaine Poinso-Chapuis, Renée Prévert), CNR (Georges Bidault, André Colin).

Dès 1943, Gilbert Dru, militant de la J.E.C., animateur des «Cahiers de notre jeunesse», étudiant en lettres à la Faculté de Lyon (fusillé le 27 Juillet 1944, à 24 ans, place Bellecour, en plein midi, avec le jociste Francis Chirat) avait rédigé un projet de manifeste précisant le sens et les fondements d'un «Mouvement politique nouveau», à la différence d'un parti style IIIe République et conciliant «les droits de l'homme avec la mystique démocrate d'inspiration chrétienne». Il l'intitule : «Projet d'introduction à une action révolutionnaire des jeunes français».

Au seuil d'avril 1944, cachés à Vernoux, dans les monts de l'Ardèche, André Colin et Maurice-René Simonnet (JEC), s'inspirent largement du projet de G. Dru, pour élaborer à leur tour un «Manifeste», approuvé lors de la première réunion du 3 septembre à Paris libéré, largement diffusé sous le titre «Lignes d'action pour la Libération» (16 pages) qui intègre la fameuse charte du C.N.R.

Le Mouvement s'appelait au départ «Mouvement Républicain de Libération». Trois mois plus tard, à partir du congrès constitutif du 26 novembre 1944, il adopte désormais le nom de «Mouvement Républicain Populaire» (MRP), pour éviter toute confusion avec les initiales de certaines organisations de résistance (MLN).

Un grand «Mouvement» sortait des Catacombes en ce dimanche glacé. Il allait marquer pendant vingt ans la vie politique française (1). (1) Au démarrage du MRP dans la fièvre de la Libération de Paris, dès août-septembre 1944, le «Centre national» (André Colin, René Guyomard, Robert Bichet), avec une vieille machine à écrire et 25.000 AF dans la caisse, s'établit d'abord au 186 rue de Rivoli Paris let (dans les locaux mis sous sequestre de l'hebdomadaire collaborateur "je suis partout") où lui succédèrent en 1945 le secretariat de la Fédération de la Seine et le Centre de formation politique.

Le siège national du MRP fut transféré alors, jusqu'en 1965, dans un charmant hôtel 7 **rue de Poissy,** Paris V<sup>e</sup>, non loin de la Seine, hôtel cédé en 1966 à la «Fédération Maginot».

De son côté, le quotidien «L'Aube», fondé en février 1932 au 5 rue Garancière, par Francisque Gay et Gaston Tessier, s'installa et reparut au grand jour dès le 25 août 1944, autour de Pierre Corval, rédacteur en chef, place de l'Opéra (49 avenue de l'Opéra, premier étage), dans les locaux sous séquestre du quotidien collaborateur «Aujourd'hui», avant d'être transféré en 1947 jusqu'à sa cessation de paraître en 1951 au 100 rue de Richelieu, 2° (ancien immeuble de «Le Journal»).

Les permanences de «L'Aube» constituées dès la Libération dans les arror lissements de Paris, abritèrent le siège des premières sections MRP parisiennes et offrirent un puissant moyen de propagande et de diffusion au MRP naissant.

# n'est plus...

Chevalier de la Légion d'Honneur, ancienne Secrétaire Générale de la C.F.T.C. pour la Préfecture de la Seine et l'Assistance Publique, Lucienne REY est la sœur de notre amie Marcelle LAZARD, fondatrice et vice-présidente de la Maison de l'Europe de PARIS.

### COURRIER DES LECTEURS

Nous avons reçu de notre ami Roland BERNARD-CURTIL une longue lettre, commentant la première partie de l'historique du M.R.P., paru dans le "M.R.P. vous parle" de septembre-octobre 1988.

Nous en publions ci-après les principaux arguments.

J'ai lu, dans le dernier numéro du "M.R.P. vous parle", avec le plus vif intérêt, la première partie de l'historique du M.R.P. depuis ses origines jusqu'à sa dispartion comme parti politique.

Il y a un passage de cet historique qui m'a profondement trappé: c'est celui où, abandonné sans préavis par le Général de Gaulle, qui ne pouvait pas ignorer les conséquences de son acte, le M.R.P. s'est trouvé seul, parti

#### LE PLUS RICHEMENT COMBLÉ

J'ai demandé à Dieu la force pour atteindre le succès; il m'a rendu faible afin que j'apprenne humblement à obéir.

J'ai demandé la santé pour faire de grandes choses; il m'a donné l'infirmité pour que je fasse des choses meilleures.

J'ai demandé la richesse pour pouvoir être heureux; il m'a donné la pauvreté pour pouvoir être sage.

J'ai demandé la puissance pour obtenir l'estime des hommes; il m'a donné la faiblesse afin que j'éprouve le besoin de Dieu.

J'ai demandé un compagnon afin de ne pas vivre seul; il m'a donné un cœur afin que je puisse aimer tous mes frères.

J'ai demandé toutes les choses qui pourraient réjouir ma vie; j'ai reçu la vie afin que je puisse me réjouir de toutes choses.

Je n'ai rien eu de ce que j'avais demandé, mais j'ai reçu tout ce que j'avais espéré.

Presque en dépit de moi-même, les prières que je n'avais pas formulées ont été exaucées.

Je suis, parmi les hommes, le plus richement comblé.

Texte d'un anonyme, gravé sur une plaque de bronze à New-York. minoritaire, en face d'une majorité socialo-communiste, ce qui le forçait, s'il voulait essayer de sauver ce qui pouvait encore l'être, à accepter de former un gouvernement «tripartite» socialocommuniste-M.R.P., ce qui a provoqué les plus vives réactions de l'opinion publique et même de certains de nos amis.

Il y a toutefois un point dans cet article que l'auteur n'indique pas et qui est cependant de la plus grande importance. Une partie (tout au moins) des socialistes, qui n'ignoraient pas, au spectacle de ce qui se passait en Europe Centrale, ce qui les attendait, s'ils restaient seuls en tête à tête avec les communistes a demandé et même - le mot n'est pas trop fort - a supplié le M.R.P. de ne pas les abandonner.

C'est la raison pour laquelle moimême - et beaucoup d'autres avec moi - avons compris la décision du M.R.P. de rester au gouvernement malgré l'abandon étrange du Général de Gaulle.

Mais celui-ci n'a pas commis que cette seule erreur. Il en a commis d'autres.

Certes j'ai toujours eu la plus vive admiration pour le «résistant de la première heure», mais je ne peux oublier son attitude plus qu'équivoque dans l'affaire du «Putsch d'Alger».

C'est bien lui qui a crié à Alger: «vive l'Algérie Française», car il n'était revenu qu pouvoir que grâce aux généraux Salan, Challe et Jouhaud, en leur faisant croire qu'il était pour «l'Algérie Française», ce qui ne l'a pas empêché ensuite de prendre une décision tout à fait contraire, en les faisant condamner purement et simplement.

Certes la politique n'est pas toujours «morale» mais tout de même !...

En 1968, après son attitude peu glorieuse face à la révolte des étudiants, il fut sauvé aux élections suivantes par Georges Pompidou, ce qui le conduisit à se séparer de lui, car il ne pouvait supporter de devoir son maintien au pouvoir à l'un de ses collaborateurs.

Plus tard, il échoua dans le plébiscite qu'il avait imaginé pour ranimer sa popularité et où il joignait, en dépit de toute logique, une affaire politique à la réforme du Sénat.

Après cet échec, il dut abandonner définitivement le pouvoir.

Enfin mentionnons qu'il a «raté» sa Constitution sur un point essentiel.

L'ayant créée pour lui, sur mesure, en posant comme un «a priori» absolu, que les deux majorités, présidentielle et parlementaire, devaient obligatoirement correspondre, il aurait du prévoir un article dans lequel, en cas de désaccord entre ces deux majorités, le Président de la République devait obligatoirement (comme le Maréchal de Mac Mahon) «se soumettre ou se démettre.»

Comme il ne l'a pas fait, Mitterrand, son pire adversaire et le plus acharné, s'est cramponné au pouvoir pendant les deux dernières années de son mandat alors que, minoritaire à l'Assemblée Nationale - et désavoué par le fait même par le suffrage universel - il n'ignorait pas qu'il agissait contre l'esprit même de la constitution.

Cette dernière erreur de de Gaulle a fortement compromis nos institutions.

#### Roland BERNARD-CURTIL

docteur en droit diplômé de l'Ecole des Sciences Politiques ancien premier maire-adjoint M.R.P. de S<sup>1</sup> Maurice (Val de Marne)

#### TRANSFERT DU SIEGE DE L'AMICALE

Le transfert du siège de l'Amicale du M.R.P., décidé par l'assemblée générale du 11 mars 1988, deviendra effectif à compter du 6 janvier 1989.

A cette date le siège de l'Amicale ne sera plus fixé 21 rue S<sup>t</sup> Augustin -75002 PARIS, mais 133 bis rue de l'Université - 75007 PARIS.

Le numéro de téléphone ne sera plus 42.96.02.20, mais - au moins provisoirement - 45.55.75.75.

